



Introduction : un journal fédéral un peu spécial...

jeudi 18 juin 2020, par [Bariaud](#)

INTRODUCTION

UN JOURNAL FÉDÉRAL UN PEU SPÉCIAL...

« Jour d'après », « Plus jamais ça », « Plan de sortie de crise », « Le progrès social et environnemental, c'est possible et urgent »... autant de noms donnés aux communications de notre organisation, ou plus collectives, rédigées ces dernières semaines.

Notre fédération a décidé d'apporter sa pierre à cette réflexion. Il ne s'agit pas de refaire le monde depuis la FERC à quelques rédacteur·trices mais de poursuivre la réflexion et les débats engagés dans toute la CGT autour de la crise sanitaire et de ce qu'elle révèle de notre société et de son fonctionnement. Nous avons donc sollicités les militant·es de notre direction fédérale à travers ses collectifs de travail.

Le constat évident que nous avons toutes et tous fait est celui des énormes inégalités générées par le système économique et social de notre pays, inégalités géographiques, économiques, de genre, etc. Ce n'est pas une découverte, c'est même un de nos combats permanents et quotidiens de militantes et militants de la CGT, toutefois l'effet « loupe » de la crise les a remises au premier plan et rendues visibles pour l'ensemble de la population. Les chiffres de malades et de mort·es en Seine Saint Denis, partiellement connus aujourd'hui en sont un des révélateurs immédiats et incontournables, d'autres chiffres viendront à coup sûr les corroborer dans les mois à venir. Le gouvernement Macron-Philippe affiche sans complexe sa volonté de travailler pour et avec les « premiers de cordée », ce n'est pas le premier à le faire mais il le revendique de manière totalement décomplexée en empiétant les mesures qui déstabilisent le droit du travail, démontrent notre système de protection sociale, réaménagent le capital et non le travail, créent toujours plus les inégalités de revenu. La crise a révélé de manière aiguë et incontournable l'existence des millions de travailleurs et travailleuses « les premiers de cordée » !

Si ce n'est pas une découverte pour nous, c'est bien un point d'appui pour reprendre les discussions avec nos camarades et nos collègues sur notre société, son fonctionnement et surtout ses dysfonctionnements.

Dans nos champs fédéraux, comme dans tous les autres, il y a matière à analyser, débattre et porter des revendications. Un petit nombre des salarié·es de nos champs a poursuivi son travail au quotidien pendant tout le confinement pour assurer des missions essentielles : accueil des étudiant·es dans les cités universitaires des CROUS, accueil des enfants de soignant·es dans les écoles, entretien de locaux, etc. Mais dans la recherche, l'éducation, le sport, la formation, la grande majorité des travailleur·ses est passée brutalement et massivement en chômage partiel et en « télétravail ». Malgré les discours légalisants, voire mensongers, des ministres, personne n'était prêt et il a fallu un investissement incroyable de toutes et tous pour assurer un minimum de continuité dans les activités professionnelles, sociales et syndicales.

Nous avons bataillé avec les travailleuses pour faire cesser les activités non-essentiels, puis pour garantir les conditions de travail à distance ou en présentiel, enfin pour permettre la reprise d'activité dans des conditions préservant la santé de toutes et tous.

C'est cette expérience inédite que nous souhaitons mettre en débat dans ce Lien spécial pour transformer nos ressentis individuels en expérience collective, affirmer ou transformer nos revendications, agir immédiatement et à plus long terme pour défendre nos droits, en revendiquant de nouveaux et construire le rapport de force pour transformer radicalement la société dans laquelle nous vivons, travaillons et étudions.

Ce document n'est pas un document de congrès, ni un recensement exhaustif de nos regards revendicatifs, il est forcément imparfait et incomplet mais il permet de lancer les débats et de réfléchir ensemble à ce que nous venons de vivre et à ce que nous voulons vivre maintenant.



« Jour d'après », « Plus jamais ça », « Plan de sortie de crise », « Le progrès social et environnemental, c'est possible et urgent »... autant de noms donnés aux communications de notre organisation, ou plus collectives, rédigées ces dernières semaines.

Notre fédération a décidé d'apporter sa pierre à cette réflexion. Il ne s'agit pas de refaire le monde depuis la FERC à quelques rédacteur·trices mais de poursuivre la réflexion et les débats engagés dans toute la CGT autour de la crise sanitaire et de ce qu'elle révèle de notre société et de son fonctionnement. Nous avons donc sollicités les militant·es de notre direction fédérale à travers ses collectifs de travail.

Le constat évident que nous avons toutes et tous fait est celui des énormes inégalités générées par le système économique et social de notre pays, inégalités géographiques, économiques, de genre, etc. Ce n'est pas une découverte, c'est même un de nos combats permanents et quotidiens de militantes et militants de la CGT, toutefois l'effet « loupe » de la crise les a remises au premier plan et rendues visibles pour l'ensemble de la population. Les chiffres de malades et de mort·es en Seine Saint Denis, partiellement connus aujourd'hui en sont un des révélateurs immédiats et incontournables, d'autres chiffres viendront à coup sûr les corroborer dans les mois à venir. Le gouvernement Macron-Philippe

affiche sans complexe sa volonté de travailler pour et avec les « premiers de cordée », ce n'est pas le premier à le faire mais il le revendique de manière totalement décomplexée en empilant les mesures qui dérèglent le droit du travail, démontent notre système de protection sociale, rémunèrent le capital et non le travail, creusent toujours plus les inégalités de revenu. La crise a révélé de manière aigüe et incontournable l'existence des millions de travailleurs et travailleuses « les premiers de corvée » !

Si ce n'est pas une découverte pour nous, c'est bien un point d'appui pour reprendre les discussions avec nos camarades et nos collègues sur notre société, son fonctionnement et surtout ses dysfonctionnements. Dans nos champs fédéraux, comme dans tous les autres, il y a matière à analyser, débattre et porter des revendications. Un petit nombre des salarié·es de nos champs a poursuivi son travail au quotidien pendant tout le confinement pour assurer des missions essentielles : accueil des étudiant·es dans les cités universitaires des CROUS, accueil des enfants de soignant·es dans les écoles, entretien de locaux, etc. Mais dans la recherche, l'éducation, le sport, la formation, la grande majorité des travailleur·ses est passée brutalement et massivement en chômage partiel et en « télétravail ». Malgré les discours lénifiants, voire mensongers, des ministres, personne n'était prêt et il a fallu un investissement incroyable de toutes et tous pour assurer un minimum de continuité dans les activités professionnelles, sociales et syndicales.

Nous avons bataillé avec les travailleur·ses pour faire cesser les activités non-essentiels, puis pour garantir les conditions de travail à distance ou en présentiel, enfin pour permettre la reprise d'activité dans des conditions préservant la santé de toutes et tous.

C'est cette expérience inédite que nous souhaitons mettre en débat dans ce Lien spécial pour transformer nos ressentis individuels en expérience collective, affirmer ou transformer nos revendications, agir immédiatement et à plus long terme pour défendre nos droits, en revendiquer de nouveaux et construire le rapport de force pour transformer radicalement la société dans laquelle nous vivons, travaillons et étudions.

Ce document n'est pas un document de congrès, ni un recensement exhaustif de nos repères revendicatifs, il est forcément imparfait et incomplet mais il permet de lancer les débats et de réfléchir ensemble à ce que nous venons de vivre et à ce que nous voulons vivre maintenant.